

## IRAK

# Six militaires américains tués en 24 heures

**L'armée américaine a annoncé hier que six de ses soldats avaient été tués pour la seule journée de samedi dans des incidents séparés en Irak.**

"Un marine relevant de la 15<sup>e</sup> unité expéditionnaire des marines a succombé samedi à des blessures reçues lors d'une action ennemie dans la province d'Al-Anbar", a indiqué l'armée dans un premier communiqué.

"Un soldat de la 89<sup>e</sup> brigade de police militaire est mort samedi des suites de ses blessures reçues lors de l'explosion d'une bombe artisanale au passage de son



véhicule dans le nord de Baghdad", note le communiqué.

"Une bombe artisanale a explosé le 27 janvier à proximité d'une patrouille de la division multinationale Baghdad, tuant un soldat au nord de la capitale irakienne", selon un autre communiqué de l'armée.

Samedi soir, l'armée américaine avait déjà annoncé la mort, dans la journée, de trois de ses soldats dans une explosion au nord de Baghdad.

Selon des chiffres du Pentagone, 3 071 militaires américains et personnels assimilés ont été tués en Irak depuis l'invasion de ce pays en mars 2003.

## Un hélicoptère américain s'écrase près de Nadjaf

Le gouverneur de la province de Nadjaf dans le sud de l'Irak, Assad Abou Kalal, a fait savoir hier qu'un hélicoptère militaire américain a été abattu par un missile anti-aérien et s'est écrasé au nord de la ville, rapportent des agences.

"Un hélicoptère militaire américain a été touché par les tirs près de Zarqa, au nord de Nadjaf (160 km au sud de Baghdad), et il s'est écrasé", a affirmé le

gouverneur qui n'a pas été en mesure de préciser dans l'immédiat le sort de l'équipage de l'appareil.

Un porte-parole militaire américain cité par les mêmes sources a indiqué que "des opérations étaient en cours pour retrouver l'appareil et son équipage". Des combats ont opposé dans cette région des miliciens chiites à des soldats et policiers irakiens, appuyés par des

hélicoptères américains, rapportent les mêmes sources citant les services de sécurité.

Trois soldats ont été tués et quatre policiers blessés, dont le chef de la police de Nadjaf, dans ces affrontements déclenchés par l'attaque hier matin d'un poste de police dans le secteur par des miliciens locaux, qui se poursuivaient dans l'après-midi.

## Le représentant de la Ligue arabe en Irak démissionne

**Le représentant de la Ligue arabe à Baghdad, l'un des rares diplomates arabes encore présent dans la capitale irakienne, a démissionné en regrettant le manque de "vision" du monde arabe sur la crise irakienne.**

Mokhtar Lamani a envoyé la semaine dernière une lettre au secrétaire général de la Ligue arabe, Amr Moussa, pour lui faire part de sa décision de quitter l'Irak à la fin du mois de février, selon une copie de ce courrier parvenu hier à l'AFP.

Dans cette lettre manuscrite, il explique avoir pris cette décision "en raison de l'incapacité de parvenir à quoi que ce soit de sérieux ou de positif" en "l'absence d'une quelconque vision arabe" sur la crise irakienne.

"Quelques pays ont proposé de temps à autre des solutions de replâtrage qui ne règlent en rien la crise du peuple irakien", poursuit-il.

Aucun responsable de la Ligue arabe n'était disponible hier pour commenter ce courrier.

M. Lamani, un Marocain de 56 ans, est l'un des derniers diplomates arabes présents en Irak, la plupart des ambassadeurs dans le pays mènent leurs activités depuis Amman.

Sa décision ne devrait pas réjouir le gouvernement irakien, qui plaide régulièrement pour une représentation arabe accrue à Baghdad.

M. Lamani avait été nommé en mars

par les ministres des Affaires étrangères des pays arabes, avec comme mission d'aider à la réconciliation nationale dans ce pays déchiré par les violences confessionnelles.

Dans sa lettre, longue de huit pages, M. Lamani énumère les facteurs internes et externes qui ont rendu sa mission "impossible".

"Les Irakiens ne sont pas d'accord sur la nature de leurs problèmes", écrit-il en regrettant que "leurs relations se caractérisent par un manque total de confiance et une fuite en avant" dans la violence.

M. Lamani dénonce "la généralisation aveugle", qui conduit les Irakiens à considérer tous les membres des autres confessions comme des extrémistes, et aboutit à des meurtres sur la seule base de l'identité religieuse.

"La situation autour de l'Irak est aussi compliquée qu'à l'intérieur", souligne ensuite M. Lamani. "Les intérêts des voisins (de l'Irak) et des superpuissances se croisent, divergent (...) et se repercutent directement sur la scène irakienne."

"L'Irak sera de plus en plus utilisé comme un champ de bataille pour des Etats et des mouvements", craint-il.

Le diplomate regrette que "la confiance et la crédibilité", dont il a bénéficié auprès des Irakiens, "n'aient pas pu les aider".

"Au contraire, elles ont fait naître au fond de moi un fort sentiment d'oppression et de frustration face à la souffrance dont j'ai été témoin durant toute l'année" passée à Baghdad, révèle-t-il.

Contacté par téléphone par l'AFP à partir du Caire, M. Lamani a refusé d'en dire plus. Avant sa démission, une conférence de la Ligue arabe sur la réconciliation nationale, censée faire suite à celle du même type organisée au Caire en novembre 2005, a été retardée à plusieurs reprises.

Les diplomates arabes à Baghdad ont régulièrement été pris pour cible, l'ambassadeur d'Egypte ayant été enlevé et assassiné en juillet 2005 et un diplomate des Emirats kidnappé en mai dernier.

## FRANCE

## Des associations françaises appellent Paris à une politique africaine "responsable et transparente"

Une vingtaine d'associations a appelé la France à "une politique responsable et transparente" vis à vis du continent africain victime du "pillage de ses ressources", de différentes "interventions militaires" et pour lequel "l'aide au développement est dévoyée", a-t-on appris dimanche de l'association «Survie».

"La politique de la France en Afrique pourrait être l'objet de nouvelles orientations, si des choix politiques étaient faits en ce sens, privilégiant notamment l'équité des relations, la transparence et le respect des aspirations des populations concernées", estime l'association «Survie».

Elle considère ainsi que les échéances électorales françaises "sont donc l'occasion de lancer un débat en France sur la politique française en Afrique et d'interpeller les candidats sur les orientations qu'ils entendent donner à celle-ci".

Appelant à des "mobilisations citoyennes", "Survie" et "une vingtaine d'ONG françaises ont élaboré une fiche de revendications pour une politique de la France en Afrique responsable et transparente", dans le cadre de la campagne présidentielle, sous le thème "2007: Etat d'urgence planétaire, votons pour une France solidaire".

"Afin de donner une plus large audience à ces revendications" dont la préservation des "droits économiques et sociaux du continent africain" et sur la gestion de l'immigration en France, "Survie" organise en février 2007 une série d'événements sur l'ensemble du territoire français.

Elle annonce "une mobilisation des sociétés civiles françaises et africaines" sous la forme d'un "Sommet citoyen France-Afrique" qui se tiendra à Paris du 11 au 14 février "afin de proposer des alternatives pour des relations franco-africaines renouvelées".

Une compilation musicale de "Survie" sous le titre "Décolonisons!" sortira à la fin de février "donnant lieu à une soirée de lancement le 21 février, avec des prestations d'artistes français et africains, puis des concerts en France".

Les Amis de la Terre, le CADTM (Comité pour l'annulation de la dette du tiers-monde), le CRID (Centre de recherche et d'information pour le développement), la FASTI (Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés), l'IDD (Immigration développement démocratie), l'IPAM (Initiatives pour un autre monde), le MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), Peuples solidaires, Planète urgence, ou encore RITIMO (Réseau des centres de documentation pour le développement et la solidarité internationale) et Greenpeace, font partie du collectif associatif revendiquant un nouvel ordre dans les relations franco-africaines.

## PALESTINE

## Des partisans du Fatah prennent d'assaut des bureaux du ministère de l'Education à Naplouse

Des partisans du Fatah ont pénétré hier dans des bureaux appartenant au ministère de l'Education et ont incendié une partie des locaux, a indiqué une source de sécurité.

Selon cette source, une vingtaine de militants armés ont pénétré dans le bâtiment, saisi des bureaux et y ont mis le feu.

Par ailleurs, les Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa, liées au Fatah ont revendiqué l'enlèvement de 10 membres du Hamas dans la ville de Naplouse ainsi qu'un responsable local de ce mouvement.

"Nous avons enlevé aujourd'hui pas moins de 10 personnes du Hamas à Naplouse après qu'ils ont tiré contre des membres du Fatah", a affirmé un porte-parole du groupe Abou

Jabal lors d'une conférence de presse.

Cheikh Fayad Al Aghbat, membre du conseil municipal de Naplouse figure parmi les personnes enlevées, selon Abou Jabal qui souligne que "le cheikh était présent lors des tirs en direction des hommes du Fatah".

Ces incidents viennent s'ajouter aux affrontements opposant depuis jeudi les membres du Hamas à ceux du Fatah dans la bande de Gaza faisant 24 morts parmi les civils palestiniens. L'éclatement de ces violences, les plus graves depuis la victoire électorale du Hamas, il y a un an, ont conduit à l'interruption du dialogue entre les deux mouvements sur la formation d'un gouvernement d'union nationale entamé mardi dernier.